

Accord professionnel
INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,
DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS

ACCORD DU 15 SEPTEMBRE 2010
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
NOR : ASET1151201M

PRÉAMBULE

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les secteurs des carrières et matériaux de construction, de la céramique, des ciments, des tuiles et briques et de la chaux, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Objet

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+ relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'intersecteurs des papiers-cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3+ les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain, y compris la Corse aux :

I. – Entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 établie par l'INSEE (décret du 9 novembre 1973) :

Classe 14. – Minéraux divers

Le groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie.

Classe 15. – Matériaux de construction

Le groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Le groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Le groupe 15.03 : pierres de construction.

Le groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre.

Le groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Le groupe 15.08 : produits en béton.

Le groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

Classe 87. – Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

II. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques de France, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Classe 15. – Matériaux de construction et de céramique

Le groupe 15.11 : industries françaises de produits réfractaires.

15.11.01 : briques, dalles et pièces analogues, réfractaires.

15.11.02 : produits réfractaires divers en céramique.

15.11.03 : mortiers réfractaires.

Le groupe 15.12 : industries françaises du carreau céramique.

15.12.04 : carreaux en grès ou en terre commune.

15.12.05 : carreaux en faïence.

15.12.06 : carreaux en céramique de style mosaïque.

Le groupe 15.12 : industries françaises de céramique sanitaire.

15.12.01 : appareils sanitaires en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la poterie.

15.12.03 : articles divers en céramique pour usages techniques.

15.13.03 : vaisselle de ménage en grès ou en terre commune.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la porcelaine.

15.13.01 : vaisselle de ménage en porcelaine.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la céramique-table et ornementation.

15.13.02 : vaisselle de ménage en faïence.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique (faïence d'art, y compris articles funéraires).

Le groupe 15.04 : producteurs de matières premières pour la céramique et la verrerie.

15.04.01 : pâtes et émaux céramiques.

15.04.02 : argiles.

15.04.03 : terres réfractaires.

Le groupe 15.04 : industries françaises du kaolin.

15.04.01 : kaolin.

Le groupe 15.04 : industries françaises du feldspath.

15.04.04 : feldspath.

III. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Le groupe 15.06 : fabrication de ciments : fabrication de ciment portland, de ciments de laitier, de ciments alumineux et de ciments prompts.

Le groupe 15.06 : extraction de pierre à ciment, de marne, de pierre à chaux.

Dans le groupe 15.05 : fabrication de plâtre : cuisson du plâtre, four à plâtre, les fabriques de plâtre exploitées par les sociétés se livrant aux fabrications ci-dessus délimitées (groupe 15.06) et leur appartenant.

Sont également expressément visés, les sièges sociaux, stations de broyage, d'ensachage, dépôts de vente, agences, laboratoires et centres de recherche des établissements ci-dessus.

IV. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.3Z. Fabrication de carreaux en céramique, pour ce qui concerne les carreaux de terre cuite ;

26.4A. Fabrication de briques ;

26.4B. Fabrication de tuiles ;

26.4C. Fabrication de produits divers en terre cuite ;

26.8C. Fabrication d'argiles expansées.

V. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries de la fabrication de la chaux, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.5C. Fabrication de chaux.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR OPCA 3+

Article 3

Dispositions générales

A compter du 1^{er} janvier 2012, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord sont tenues de verser à l'OPCA 3+ les contributions :

- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant moins de 10 salariés, soit :
 - un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
 - un versement au moins égal à 0,40 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation ;
- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant de 10 salariés à moins de 20 salariés, soit :
 - un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
 - un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation ;

- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant vingt salariés et plus, soit :
- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation.

Ces contributions font l'objet d'aménagements fixés par décret lorsque l'effectif de l'entreprise atteint ou dépasse, au titre d'une année, l'effectif de 10 ou de 20 salariés.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3+ l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

En tout état de cause, elles verseront le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N-1.

La contribution à reverser au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels est appelée en plus de l'obligation conventionnelle au titre du plan de formation.

Article 4

Dispositions particulières relatives au versement dû au titre du plan de formation par les entreprises d'au moins 10 salariés

L'obligation conventionnelle due au titre du plan de formation est versée en 2 fois :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5

Date d'effet et durée

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} janvier 2012, sous réserve de son extension et de l'obtention de l'agrément ministériel d'OPCA 3+. A cette même date et sous la même réserve, il annule et remplace l'accord national professionnel du 7 décembre 1994 sur la collecte des contributions de formation.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 6

Dépôt

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, en vue de son extension conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 15 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UNICEM ;

FFTB ;

SFIC ;

CICF ;

UPC.

Syndicats de salariés :

FG FO ;

FNCB CFDT ;

BATIMAT-TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

SCAMIC CFE-CGC.

FNSCBA CGT.